

Le 7 janvier 2016

Jacques Cadelec – 2 mail du manoir – 91120 – Palaiseau

Avis relatif à l'enquête publique concernant l'installation de l'Institut Mines Télécom (IMT) dans la ZAC de l'Ecole Polytechnique.

Le citoyen que je suis ne peut émettre qu'un avis défavorable à ce projet, et voici pourquoi.

Il serait peut-être pertinent ailleurs qu'en Ile-de-France, mais la concentration de 20% de la recherche nationale dans notre région n'a pas de sens. Elle n'est qu'un prétexte à développer la spéculation immobilière, comme le montre si bien les incertitudes qui pèsent sur le financement de ce projet qui dépend à 72% de la vente des locaux parisiens actuels. La politique actuelle revient à rassembler la France en Ile-de-France avec la recherche et l'enseignement à Saclay et les loisirs consuméristes à Gonesse. Le tout aux dépens des terres agricoles et du développement du reste de notre beau pays.

Par ailleurs, je constate un dévoiement des procédures démocratiques légales. Combien de citoyens à votre avis sont capables de s'y retrouver dans les 600 pages soumises à examen dans le cadre de cette enquête? Cela ressemble plus à de la teinture en vert qu'à autre chose. Je n'en veux pour seul exemple que le volet 7 du dossier de demande de permis de construire «Opération Paris-Saclay IMT» daté du 23 septembre 2015. C'est un cours sur les énergies renouvelables que l'on peut trouver dans les bonnes librairies mais rien sur la prise en compte, au moment de la COP21, de ces bonnes intentions dans les constructions envisagées pour l'IMT.

La technocratie oligarchique qui nous gouverne noie le poisson dans une multitude d'enquêtes publiques mais les promoteurs de l'urbanisation du plateau de Saclay n'ont pas respecté leurs obligations légales. Pour vous en convaincre, vous trouverez ci-dessous une copie de la lettre adressée par nos associations à trois ministres le 14 octobre dernier et restée sans réponse à ce jour.